



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

## aide à l'accès au droit

Question écrite n° 39217

### Texte de la question

M. Jean-Pierre Balligand appelle l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur les conseils départementaux d'accès au droit (CDAD). Il souhaite connaître avec précision les départements pourvus de tels conseils, ainsi que les mesures envisagées pour inciter les départements à s'en doter.

### Texte de la réponse

la garde des sceaux, ministre de la justice, fait connaître à l'honorable parlementaire que la mise en place d'un dispositif déconcentré et structuré d'aide à l'accès au droit constitue l'un des éléments essentiels du premier axe du plan de réforme de la justice présenté en conseil des ministres le 29 octobre 1997. La loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 est la traduction de cet engagement gouvernemental. La généralisation des conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sur l'ensemble du territoire devrait être achevée à la fin 2001. Au 31 décembre 1999, il existait 38 CDAD. La loi de finances pour 2000 porte de 8,5 MF à 12,5 MF les crédits de subvention affectés à l'aide à l'accès au droit et attribués aux conseils pour leur permettre de financer les politiques départementales d'aide à l'accès au droit qu'ils impulsent et qu'ils mettent en oeuvre. Cet effort budgétaire important (augmentation de 47 % de la ressource) permettra d'accompagner la mise en oeuvre en 2000 de la seconde tranche du programme triennal de généralisation des CDAD. Par ailleurs, les présidents des tribunaux de grande instance des chefs-lieux de département qui sont les présidents de droit des CDAD peuvent être assistés, dans les départements de plus de 1,25 million d'habitants, d'un greffier en chef, secrétaire général du CDAD, dans les départements de 500 000 à 1,25 million d'habitants, d'un assistant de justice à plein temps et dans ceux de moins de 500 000 habitants d'un assistant de justice à temps partiel. Au 31 décembre 1999, 7 conseils départementaux bénéficiaient de l'affectation d'un greffier en chef, secrétaire général. Liste des conseils départementaux de l'aide juridique (au 31 décembre 1999) (Voir tableau dans J.O. correspondant)

### Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Pierre Balligand](#)

**Circonscription :** Aisne (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 39217

**Rubrique :** Justice

**Ministère interrogé :** justice

**Ministère attributaire :** justice

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 27 décembre 1999, page 7384

**Réponse publiée le :** 24 avril 2000, page 2637